



PREFECTURE DE LA VIENNE

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES AFFAIRES SANITAIRES ET
SOCIALES
DE LA VIENNE

Mise à jour : mai 2009

SANTE-ENVIRONNEMENT

PROTECTION DES CAPTAGES

DESTINES A LA PRODUCTION D'EAU POTABLE

<u>Commune(s) :</u>	Curzay-sur-Vonne
<u>Captage(s) :</u>	<i>Source «La Jalière »</i>
<u>Maître d'ouvrage :</u>	SIAEP de LUSIGNAN

SITUATION ADMINISTRATIVE DU CAPTAGE

Avis de l'Hydrogéologue agréé : 13/03/1999

Arrêté de DUP : 24/11/2004

Inscription aux Hypothèques : 27/01/2005

Pièces jointes à ce document :

- Arrêté de DUP
- Cartographie des périmètres de protection
- Avis hydrogéologique

PREFECTURE DE LA VIENNE

ARRETE N°2004/DDAF/SFEE/723

en date du 24 NOV. 2004

Autorisant le prélèvement des eaux du captage de « La Jalière », situé sur le territoire de la commune de Curzay sur Vonne par le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable et d'Assainissement de la Région de Lusignan,

et portant déclaration d'utilité publique des opérations et travaux relatifs :

- à l'exploitation et à la distribution de cette ressource en eau destinée à la consommation humaine,
- à la dérivation de ces eaux souterraines,
- aux périmètres de protection du captage de « La Jalière », situé sur le territoire de la commune de Curzay sur Vonne

**Le Préfet de la région Poitou-Charentes
Préfet de la Vienne
Officier de la légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du mérite**

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

VU le code de l'environnement, notamment l'article L 215-13 sur la dérivation des eaux non domaniales, d'une source ou d'eaux souterraines ;

VU le code de la santé publique, notamment les articles L 1321-2 et L 1321-3 ;

VU le code de l'urbanisme, notamment l'article R 126-1 ;

VU le code rural ;

VU la loi n° 1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

VU le décret du 1er août 1905 portant règlement d'administration publique en exécution de l'article 12 de la loi du 8 avril 1898 sur le régime des eaux ;

VU le décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité et son décret d'application n°55-1350 du 14 octobre 1955 modifié ;

VU le décret modifié n° 67-1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi du 16 décembre 1964 ;

VU les décrets n° 89-3 du 3 janvier 1989 (modifié par les décrets du 10 avril 1990, du 7 mars 1991 et du 5 avril 1995) et n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 relatifs aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;

VU le décret n° 92-1041 du 24 septembre 1992 relatif à la limitation ou à la suspension provisoire des usages de l'eau ;

VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 modifié relatif aux procédures d'autorisation ou de déclaration prévues par l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 précitée ;

VU le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié, relatif à la nomenclature et aux procédures des opérations soumises à autorisation ou à déclaration en application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992, et notamment la rubrique 1.1.0 – 1° ;

VU le décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne (S.D.A.G.E.) adopté par le comité de bassin le 4 juillet 1996 ;

VU l'arrêté ministériel du 21 mars 1968 modifié fixant les règles techniques et de sécurité applicables au stockage et à l'utilisation de produits pétroliers ;

VU l'arrêté ministériel du 22 novembre 1993 relatif au code des bonnes pratiques agricoles ;

VU l'arrêté ministériel du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers mentionnés aux articles 5,10,28 et 44 du décret n°2001-1220 du 20 décembre 2001 ;

VU l'arrêté préfectoral n° 75/DA/B2/285 en date du 14 octobre 1975 déterminant les communes du département de la Vienne dans lesquelles est interdite l'implantation des réservoirs enfouis renfermant des liquides inflammables de 1^{ère} et 2^{ème} catégorie ;

VU l'arrêté préfectoral n° 85-D2/B3-168 portant constitution d'une commission départementale spécialisée pour la protection des captages ;

VU l'arrêté préfectoral n° 97/D2/B3/031 du 18 février 1997 portant réglementation des stockages de produits susceptibles d'être dangereux pour la santé, la salubrité publique et l'environnement ;

VU le règlement sanitaire départemental ;

VU les rapports des hydrogéologues agréés en matière d'eau et d'hygiène publique en date de mars 1986 et complétés en juin 1994 et mars 1999 ;

VU l'avis de la commission des captages du 29 septembre 1999 ;

VU le dossier présenté par le pétitionnaire ;

VU la délibération du comité du S.I.A.E.P.A. de la Région de Lusignan en date du 12 décembre 2000, demandant l'autorisation de dériver des eaux souterraines à "La Jalière" au lieu-dit "Terrier des Tines" (Commune de Curzay sur Vonne) portant engagement d'indemniser les usagers des eaux lésés par la dérivation, et demandant l'instauration de périmètres de protection de ce forage ;

VU l'avis de réception du dossier délivré le 17 novembre 2003 par le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;

VU l'arrêté préfectoral n°2003-D2/B3-390 du 5 janvier 2004 prescrivant l'ouverture du 26/01/04 au 12/02/04, sur la commune de Curzay sur Vonne, des enquêtes conjointes :

- * préalable à la déclaration d'utilité publique des dits travaux relatifs à la dérivation des eaux souterraines,
- * préalables à la déclaration d'utilité publique des dits travaux en vue de la détermination de périmètres de protection et l'instauration de servitudes de protection du forage,
- * parcellaire en vue de délimiter les terrains qui seront assujettis aux dites servitudes ;

VU l'avis du commissaire-enquêteur ;

VU l'avis favorable du conseil départemental d'hygiène en date du 22 septembre 2004,

CONSIDERANT l'absence d'observations de monsieur le président du S.I.A.E.P.A. de la Région de Lusignan sur le projet d'arrêté ;

SUR proposition de monsieur le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ;

ARRETE

ARTICLE 1

- A) – Est autorisé le prélèvement des eaux souterraines du captage de "La Jalière", commune de Curzay sur Vonne ;
- B) Sont déclarés d'utilité publique les opérations et travaux à entreprendre par le S.I.A.E.P.A. de la Région de Lusignan relatifs :
- ✓ au captage de "La Jalière", commune de Curzay sur Vonne,
 - ✓ à la distribution de ces eaux destinées à la consommation humaine,
 - ✓ à la création de périmètres de protection de ce captage et l'institution des servitudes afférentes

SECTION I – DERIVATION DES EAUX

ARTICLE 2

Le S.I.A.E.P.A de la Région de Lusignan. est autorisé à dériver une partie des eaux souterraines, recueillies par le captage de "La Jalière", réalisé sur le territoire de la commune de Curzay sur Vonne.

ARTICLE 3

Le volume à prélever par pompage par le syndicat ne pourra excéder **100 m³/heure (soit 2000 m³/j)**

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par ces travaux, le pétitionnaire devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde des intérêts généraux dans les conditions qui seront fixées par le préfet sur rapport du service chargé de la police de l'eau.

ARTICLE 4

Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par le pétitionnaire à l'agrément du service chargé de la police de l'eau.

SECTION II – PERIMETRES DE PROTECTION

ARTICLE 5

Il est établi des périmètres de protection dans les limites indiquées et figurant sur les cartes jointes au dossier de déclaration d'utilité publique des travaux. La délimitation d'ensemble de ces périmètres est définie sur l'extrait de la carte annexée au présent arrêté.

Le plan parcellaire relatif au périmètre de protection rapprochée peut être consulté au siège du pétitionnaire et dans les mairies concernées.

PRESCRIPTIONS IMPOSEES A L'INTERIEUR DES PERIMETRES DE PROTECTION

5.1 – Périmètre de protection Immédiate

Il concerne les parcelles n° 322 et 343 de la section B2 (respectivement d'une surface de 237 m² et 31 m²) sur la commune de Curzay sur Vonne.

Les terrains sont acquis en toute propriété par le pétitionnaire, clos, protégés contre les eaux extérieures.

L'accès est interdit à toute personne étrangère au service. Il ne sera fait aucun usage d'engrais ou produits phytosanitaires et le terrain sera régulièrement fauché et débarrassé des produits de coupe.

Tous dépôts et activités autres que ceux strictement nécessaires à la gestion du point d'eau y sont interdits.

5.2 – Périmètre de protection rapprochée

Situé sur la commune de Curzay sur Vonne, il couvre une superficie de 65 ha environ.

Conformément à la réglementation, toutes les opérations normalement soumises à déclaration au titre de la loi sur l'eau seront soumises à autorisation dans le périmètre de protection rapprochée.

Un tableau en annexe résume les activités interdites et faisant l'objet d'une réglementation spécifique à respecter à l'intérieur des périmètres de protection.

Activités Interdites :

- La création de forage ou de puits captant la même ressource (aquifère karstique du Dogger) quel que soit son débit prévisionnel d'exploitation
- L'ouverture et l'exploitation de carrières ou gravières
- L'ouverture d'excavations autres que celles nécessaires à la réalisation des travaux temporaires liés à la construction et au passage de canalisations
- L'installation de dépôts d'ordures ménagères ou de tous produits susceptibles d'altérer la qualité des eaux
- L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux
- Les installations de stockage d'eaux usées industrielles ou de tous autres produits chimiques autres que ceux des rubriques n°9, 11 et 12
- L'épandage de lisiers, de boues de station d'épuration, de matières de vidange, de jus d'ensilage ou de toutes eaux usées d'origine agroalimentaire
- L'établissement d'étables ou de stabulations libres
- Le déboisement, à l'exception des coupes d'entretien des bois qui ne devront pas être totales et devront être suivies immédiatement de replantations
- La création d'étangs ou de retenues
- Le camping, même sauvage, et le stationnement de caravanes

Sont soumis à une réglementation spécifique :

- Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes.

Le remblaiement des excavations autres que les gouffres naturels ne pourra s'effectuer qu'avec des matériaux inertes, non organiques et non solubles.

Les dépressions, dolines et gouffres naturels existants devront faire l'objet de protections spécifiques (interdictions de rejets d'eaux usées et de drainage, aménagements détournant les eaux de ruissellement et empêchant leur infiltration) et en respectant scrupuleusement les mesures préconisées dans le paragraphe 2 ci-dessus.

Les mesures de protection spécifiques à appliquer à toute autre ouverture karstique qui serait découverte ultérieurement seront soumises à l'avis préalable d'un hydrogéologue agréé.

- L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires, autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau

Le radier des constructions souterraines ne devra pas être situé à moins de 2 m du niveau de plus hautes eaux connues.

- L'implantation d'ouvrages de transport d'eaux pluviales ou d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle qu'elles soient brutes ou épurées.

Les ouvrages de transport d'eaux usées non traitées devront éviter autant que possible le périmètre de protection rapprochée. Si tel est le cas, ils devront être rigoureusement étanches et leur étanchéité régulièrement contrôlée.

Les fossés d'évacuation des eaux pluviales devront être aménagés et régulièrement entretenus pour faciliter l'écoulement des eaux, sans débordement sur les routes et chemins (profils et busages adaptés aux volumes d'eau évacués, même en période de forte pluie) et en respectant scrupuleusement les mesures préconisées dans le paragraphe 2 ci-dessus.

- Le stockage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques, ou de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures
- Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail.

Le stockage de toutes matières fermentescibles, fumier, produits fertilisants, phytosanitaires ou apparentés devra être strictement limité aux quantités annuelles nécessaires aux exploitations agricoles.

Chaque installation sera disposée sur une aire étanche avec bac de récupération étanche dont la capacité sera au moins égale au volume des produits stockés. Elle devra être distante d'au moins 35 m de tout point d'eau, fossé d'écoulement naturel ou zone d'infiltration préférentielle (même rebouchée). Toutes les installations existantes (stockages de fumier, cuves à engrais liquides,...) seront contrôlées et mises en conformité le cas échéant.

- L'épandage et l'infiltration d'eaux usées d'origine domestique.

Les activités d'épandage et d'infiltration des eaux usées domestiques sont interdites sauf pour l'assainissement individuel des habitations dont les dispositifs devront être conformes au Règlement Sanitaire Départemental.

C'est le cas plus particulièrement des habitations situées à proximité du captage (moins de 500 m au Nord) et au lieu-dit « La Goberie », où les dispositifs d'assainissement individuel devront être impérativement contrôlés et mis en conformité (restaurés ou remplacés). Les systèmes de type fosse étanche sont recommandés.

- L'épandages de fumier, d'engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols, autres que ceux mentionnés ci-dessus.
- L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures (produits phytosanitaires ou apparentés).

Les épandages de produits fertilisants et de traitement des cultures devront être limités au strict besoin des plantes en se référant aux recommandations des organisations consulaires et professionnels. Ils ne devront pas générer d'infiltration.

La poursuite du suivi agronomique, engagé en juin 1995 sur l'ensemble du périmètre de protection, dans le cadre de l'application de la Charte Départementale relative à la protection des captages d'alimentation en eau potable contre les pollutions diffuses d'origine agricole, est impérative.

- La construction et la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation.

La construction et la modification de nouvelles voies de communication ne devront pas s'effectuer par creusement du terrain naturel et passage en déblai.

- Les eaux de drainage des sols.

Elles ne devront en aucun cas être infiltrées dans le sol, que ce soit en bassin ou en puisard, ou au droit des gouffres et dépressions naturels ou de tout point d'eau (puits, forage). Elles rejoindront le réseau hydrographique superficiel par les fossés d'évacuation des eaux pluviales.

Les activités de stockage d'hydrocarbures (**les installations existantes devront être contrôlées et impérativement mises en conformité**), de pacage des animaux, d'installations d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail sont soumises à la réglementation générale.

C'est le cas également pour la création de **forages** :

Ceux-ci sont soumis à autorisation si la capacité de prélèvement dépasse ou égale 8 m³/h. Ils devront offrir des garanties suffisantes pour la préservation de la qualité des eaux souterraines (exécution dans les règles de l'art, obturation parfaite de la tête de puits, absence de communications entre nappes du Dogger et de l'Infra-Toarcien), et n'engendrer aucune incidence quantitative préjudiciable à l'exploitation du captage d'alimentation en eau potable de la Jalière.

Les forages abandonnés devront être rebouchés par cimentation.

Les forages exploités existants devront faire l'objet de vérifications de façon à s'assurer qu'ils offrent des garanties suffisantes pour la conservation de la qualité des eaux souterraines. Si nécessaire, ils devront être réhabilités dans un délai de 3 ans après la mise en place des périmètres.

D'une manière générale, toute autre création d'activité susceptible de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée est soumise à l'avis préalable d'un hydrogéologue agréé.

5.3 – Périmètre de protection éloignée

Le périmètre de protection éloignée est la zone d'alimentation du captage de "La Jalière".

Sa superficie représente environ 1000 ha et s'étend sur les communes de Curzay sur Vonne, Benassay et Lavausseau.

ARTICLE 6 – REGLEMENTATION DES ACTIVITES, INSTALLATIONS ET DEPOTS EXISTANTS A LA DATE DU PRESENT ARRETE

Les installations, activités et dépôts existants dans le périmètre de protection rapprochée à la date du présent arrêté devront satisfaire aux obligations de l'article 5 dans un délai de 3 ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 7 – REGLEMENTATION DES ACTIVITES, INSTALLATIONS ET DEPOTS DONT LA CREATION EST POSTERIEURE AU PRESENT ARRETE

Le propriétaire d'une installation, activité ou dépôt soumis à autorisation préfectorale, conformément à l'article 5.2 ci-dessus, doit avant tout début de réalisation, faire une demande d'autorisation au Préfet du département concerné, en précisant :

- * la localisation et les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ;
- * les dispositions prévues pour parer aux risques précités ;
- * il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés. L'enquête hydrogéologique, éventuellement prescrite par l'administration, sera faite par le géologue officiel, aux frais du pétitionnaire.

L'administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

Il est rappelé que les activités réglementées, visées à l'article 5.2 du présent arrêté, pourront faire l'objet d'une interdiction si le projet ne présente pas toutes garanties pour la protection et la conservation de la qualité de l'eau.

ARTICLE 8

Le pétitionnaire est autorisé à acquérir, soit à l'amiable pour tous les périmètres, soit par voie d'expropriation pour le périmètre de protection immédiate en vertu du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, les terrains nécessaires à la réalisation du projet.

ARTICLE 9- SANCTIONS

Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 5 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le code de l'environnement, sans préjudice des peines prévues par d'autres polices administratives (installations classées, police des eaux, ...).

ARTICLE 10

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau sont soumises aux formalités de la publicité foncière par la publication du présent arrêté à la conservation des hypothèques.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans le périmètre de protection rapprochée.

Le président du syndicat est chargé d'effectuer ces formalités.

ARTICLE 11

Les servitudes instituées dans le périmètre de protection rapprochée du point de prélèvement d'eau sont soumises à la formalité de la mise à jour du plan local d'urbanisme (délai maximal 1 an).

ARTICLE 12

Les exploitants, les propriétaires ou les locataires devront, à compter de la notification du présent arrêté, se mettre, le cas échéant, en conformité avec toutes dispositions législatives et réglementaires applicables avant l'intervention de cet acte et relevant notamment du règlement sanitaire départemental, du code de la santé publique, du code de l'urbanisme et le code de l'environnement.

SECTION III – DISTRIBUTION DES EAUX

ARTICLE 13

Les eaux captées pourront être distribuées en vue de la consommation humaine sous réserve de répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique et le décret n° 2001-1220 du 20 décembre 2001.

Le procédé de traitement, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux distribuées sont placés sous contrôle de la direction départementale des affaires sanitaires et sociales.

Les eaux distribuées devront notamment faire l'objet d'une désinfection avant distribution.

Toute modification du traitement devra faire l'objet d'une déclaration auprès de cette direction.

SECTION IV – DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 14 – INFORMATION DES TIERS

Le présent arrêté sera déposé dans la mairie de Curzay sur Vonne, un extrait sera affiché en mairie pendant 1 mois minimum et sera consultable par les tiers.

Un procès-verbal témoignant de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du maire et retourné à la direction départementale de l'agriculture et de la forêt (service forêt, eau, environnement) – 20 rue de la Providence – BP 523 – 86020 Poitiers Cedex.

Un avis sera inséré par les soins du préfet et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux diffusés dans le département.

L'arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Vienne.

ARTICLE 15 – RECOURS

Cet arrêté est susceptible de faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification pour le pétitionnaire, ou dans un délai de 4 ans à compter de la dernière mesure de publication pour les tiers.

ARTICLE 16 – EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Vienne, le président du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable et assainissement de la Région de Lusignan, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental de l'équipement, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, l'ingénieur des mines, l'inspecteur des établissements classés, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Poitiers, le 24 NOV. 2004

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
de la Préfecture de la Vienne



François PENY

PERIMETRES DE PROTECTION
TABLEAU DES PRESCRIPTIONS

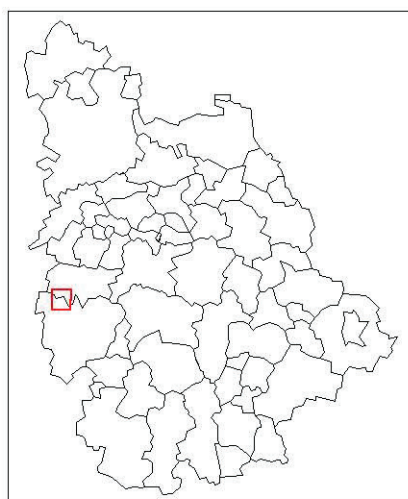
N°	DEFINITION DES ACTIVITES	Périmètre rapproché			Périmètre éloigné	
		Interdiction	Réglementation spécifique (1)	Réglementation générale (2)	Réglementation spécifique (1)	Réglementation générale (2)
1	La création de forages			X		X
2	L'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières	X				X
3	L'ouverture d'excavations autres que celles nécessaires à la réalisation de travaux liés à la construction et au passage de canalisations	X				X
4	Le remblaiement des excavations ou des carrières existantes		X			X
5	L'installation de dépôts d'ordures ménagères, d'immondices, de détritus, de produits radioactifs ou de tous produits ou matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux	X				X
6	L'établissement de toutes constructions superficielles ou souterraines, même provisoires autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau		X			X
7	L'implantation d'ouvrages de transport d'eaux pluviales ou d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle qu'elles soient brutes ou épurées		X			X
8	L'implantation de canalisations d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides ou gazeux susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité des eaux, autres que ceux de la rubrique 7	X				X
9	Les installations de stockage d'hydrocarbures liquides ou gazeux à usage domestique			X		X
10	Les installations de stockage d'eaux usées d'origine industrielle ou de tous produits chimiques autres que ceux des rubriques 9, 11 et 12	X				X
11	Le stockage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques, ou de tous produits ou substances destinés à la fertilisation des sols ou à la lutte contre les ennemis des cultures		X			X
12	Le stockage de matières fermentescibles destinées à l'alimentation du bétail		X			X
13	L'épandage et l'infiltration d'eaux usées d'origine domestique		X			X
14	L'épandage de fumier, d'engrais organiques ou chimiques destinés à la fertilisation des sols, autres que ceux de la rubrique 15		X			X
15	L'épandage et l'infiltration de lisiers, de boues de station d'épuration, de matières de viilage, de jus d'ensilage ou de toutes eaux usées d'origine agro-alimentaire	X				X
16	L'épandage de tous produits ou substances destinés à la lutte contre les ennemis des cultures (produits phytosanitaires ou apparentés)		X			X
17	L'établissement d'étables ou de stabulations libres	X				X
18	Le passage des animaux			X		X
19	L'installation d'abreuvoirs ou d'abris destinés au bétail			X		X
20	Le déboisement	X				X
21	La création d'étangs ou de retenues	X				X
22	Le camping (même sauvage) et le stationnement de caravanes	X				X
23	La construction et la modification des voies de communication ainsi que leurs conditions d'utilisation		X			X
24	Le drainage des sols		X			X

(1) Réglementation spécifique à la protection du point d'eau

(2) Réglementation générale existante

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général de la
Préfecture de la Vienne

François PENY



Commune de Curzay-sur-Vonne

Périmètres de protection du captage de la Jallière

Maître d'ouvrage : SIAEP DE LUSIGNAN

Gestionnaire : SIAEP DE LUSIGNAN

